



**PARTENARIAT POUR LA SÉCURITÉ ET LA PROSPÉRITÉ (PSP)
ANNONCES ET DISPONIBILITÉ DE LA PRESSE**

**Transcription complète, y compris les déclarations préparées et des questions et réponses (Q et R) avec les représentants canadiens, américains et mexicains
OTTAWA, le 27 juin 2005**

MODÉRATEUR : Merci de vous joindre à nous pour la conférence de presse d'aujourd'hui.

(Interprété) : Nous vous souhaitons la bienvenue à cette conférence de presse sur le PSP. Aujourd'hui, la vice-première ministre Anne McLellan a rencontré le secrétaire du Department of Homeland Security des États-Unis Michael Chertoff, le secrétaire du Commerce des États-Unis Carlos Gutierrez, le secrétaire de l'Économie du Mexique, Son Excellence Fernando Canales et le secrétaire à l'intérieur du Mexique, Son Excellence Carlos Abascal afin de faire le point sur les progrès réalisés dans le cadre de la mise en œuvre du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité.

À la suite des courtes déclarations de chaque ministre et secrétaire, les membres des médias ici présents aujourd'hui auront la chance de poser des questions. À la fin de cette séance de questions et réponses, les ministres et les secrétaires participeront à une cérémonie de signature et à une séance de photo avant de partir. Nous commencerons dans quelques instants. Merci beaucoup.

Pause

MODÉRATEUR : Veuillez vous asseoir. Mesdames et messieurs, la vice-première ministre du Canada et le ministre responsable du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. --- Applaudissements

Vice-première ministre, l'honorable Anne McLellan : Merci. Merci beaucoup. Bonjour mesdames et messieurs.

Il me fait plaisir de lancer ce point de presse sur le Partenariat pour la sécurité et la prospérité et les progrès considérables que nos trois pays ont réalisés à ce jour. C'est avec plaisir que moi et mon collègue, l'honorable David Emerson, le ministre de l'Industrie accueillons nos homologues ici dans la capitale nationale.

Permettez-moi de vous présenter rapidement Michael Chertoff, le secrétaire du Department of Homeland Security des États-Unis, Carlos Abascal, le secrétaire à l'intérieur du Mexique, Carlos Gutierrez, le secrétaire du Commerce des États-Unis et Fernando Canales, le secrétaire du Commerce et du développement économique du Mexique. Bienvenue à vous tous au nom du gouvernement du Canada.

(Interprété du français) : Le premier ministre Paul Martin, le président George W. Bush et le président Vincent Fox ont provoqué la création de ce partenariat lors de leur réunion du 23 mars à Waco, au Texas. En annonçant cette initiative, les trois chefs ont fait appel à leurs ministres responsables et leur ont demandé de rédiger un rapport au cours des jours suivants portant sur les plans de travail nécessaires afin d'établir le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité qui vise à améliorer la qualité de vie et la prospérité des citoyens de l'Amérique du Nord.

Grâce à l'annonce d'aujourd'hui, nous établissons plus de 300 jalons concrets particuliers dans nos plans de travail. Je tiens à féliciter les nombreuses personnes de nos trois pays qui travaillent fort à l'élaboration de ce plan.

Dans le cadre du programme de sécurité, nous avons trois thèmes obligatoires qui se renforcent mutuellement. Ces derniers portent sur la façon dont nous protégeons l'Amérique du Nord des menaces externes, notre façon de prévenir les menaces en Amérique du Nord et d'y répondre et comment améliorer la circulation des marchandises légitimes et les déplacements au sein de l'Amérique du Nord.

En vue de mieux protéger l'Amérique du Nord des menaces externes, nos trois pays sont maintenant engagés à la mise en œuvre de normes compatibles visant à mieux dépister les personnes à risque élevé et le fret avant qu'ils quittent un port étranger en direction de l'Amérique du Nord.

Certaines initiatives précises comportent la mise à essai de la technologie biométrique et le dépistage des voyageurs, l'élaboration de points de repère concernant les problèmes avec les visas et l'élaboration d'une stratégie coordonnée sur les menaces contre notre approvisionnement alimentaire et nos secteurs agricoles.

Dans le but de prévenir les menaces en Amérique du Nord et d'y répondre, nous comptons mettre en œuvre une approche globale nord-américaine dont le but consiste à renforcer la sécurité maritime et aérienne, y compris des normes comparables et des procédures de dépistage des passagers aériens, des bagages enregistrés et du fret. Nous travaillerons également à aider à faire en sorte qu'il y ait une reprise des activités commerciales à la suite d'un incident majeur qui a eu une incidence sur les opérations frontalières.

Afin de rationaliser davantage le déplacement sécuritaire du trafic à faible risque, nos organismes élaborent actuellement un plan de facilitation de la frontière qui servira à renforcer la capacité et à améliorer la circulation du commerce et des déplacements légitimes.

En collaboration avec les intervenants à Windsor et à Detroit, nous avons récemment apporté des améliorations aux débits de circulation au moyen du défi de 25 p. 100 du passage Windsor-Detroit. Nous nous pencherons sur le fait d'élargir le défi de 25 p. 100 aux autres postes frontaliers terrestres dans le but de réduire les temps de parcours à d'autres endroits importants.

Nous rationaliserons les programmes actuels, tels que le Programme d'expéditions rapides et sécuritaires (Programme EXPRES) aux ports d'entrée et nous concevrons un seul programme intégré d'inscription mondiale pour les voyageurs fiables nord-américains tels que ceux qui font partie du Programme EXPRES, du Programme de laissez-passer pour les habitués (NEXUS) et du Programme SENTRY.

Enfin, nous terminerons les négociations concernant une entente officielle canado-américaine sur le prédédouanement à la frontière terrestre. À ce sujet, nous avons déterminé un deuxième site pour le programme pilote du prédédouanement à la frontière terrestre entre le Canada et les États-Unis.

Je suis convaincue que nos trois pays sont maintenant en mesure de relever le défi qui consiste à passer des engagements aux réalisations. Pour ce faire, nous aurons besoin non seulement d'un engagement continu de la part du secrétaire Michael Chertoff, du secrétaire Carlos Abascal et de moi-même ainsi que de la part de nos ministères et organismes respectifs mais également la participation des intervenants et du secteur privé dont plusieurs sont présents aujourd'hui de nos trois pays. Au nom de nous tous, je vous remercie d'avoir été là avec nous aujourd'hui.

En terminant, permettez-moi d'être clair : nos gouvernements comprennent pleinement l'importance de la sécurité et des frontières intelligentes relativement à notre compétitivité économique et à la sécurité de nos citoyens. Nous avons beaucoup accompli à ces égards à l'aide des programmes sur les frontières intelligentes et des investissements importants et la sécurité. Nous souhaitons passer à la prochaine étape et ensemble, grâce aux plans de travail et aux annonces d'aujourd'hui, je crois que nous serons en mesure de le faire.

Encore une fois, je vous remercie d'avoir été là aujourd'hui. Si je puis dire en terminant mes commentaires officiels, je suis d'avis que le président George W. Bush, le président Vincent Fox et le premier ministre Paul Martin à Waco nous ont tous donné un programme très ambitieux pour ce qui est d'un délai de 90 jours pour rendre compte à nos chefs.

Je crois que vous avez reçu le rapport. Je pense que ce dernier est révélateur du travail exceptionnel qu'ont effectué les représentants dans nos trois pays. Nous, en tant que ministres, nous sommes rassemblés aujourd'hui afin d'examiner ce travail et de renouveler notre engagement au plus haut niveau politique afin de veiller à ce que le contenu que vous trouvez dans ce rapport devienne réalité et améliore la qualité de vie de tous nos citoyens dans nos trois pays merveilleux.

Merci beaucoup d'avoir été là.

--- Applaudissements

SECRÉTAIRE MICHAEL CHERTOFF : Merci madame la vice-première ministre de nous avoir présenté et merci également de nous accueillir tous ici comme nous poursuivons les progrès qui ont tout d'abord été établis il y a trois mois lors de notre réunion au Texas.

En tant que trois pays, nous sommes véritablement trois amis qui demeurent dans le même quartier. Nous partageons donc un même intérêt à l'égard de notre sécurité et de notre prospérité mutuelles.

Comme l'a dit la vice-première ministre, nous travaillons vraiment à la réalisation de plusieurs objectifs communs dans le cadre de ce programme. Nous voulons faire face aux menaces externes, nous voulons prévenir les menaces en Amérique du Nord et y répondre et nous voulons faciliter le débit de circulation transfrontalière.

En ce sens, la sécurité et la prospérité ne sont pas compatibles. En fait, elles se complètent. Plus la région est sécuritaire, plus notre prospérité s'épanouira et la circulation des biens, des services et des personnes sera donc plus facile. Bien sûr, en l'absence de la prospérité et de la facilité des déplacements, il ne sert à rien d'avoir de la sécurité puisque nous cherchons non seulement à protéger nos vies mais aussi notre mode de vie.

Je ne vais pas examiner toutes les réalisations comprises dans ce très beau livre, à mon avis qui comporte beaucoup de détails au sujet de ce que nous avons déjà accompli et ce que nous comptons poursuivre. Je voudrais plutôt aborder les trois parties de l'initiative que nous prenons actuellement dans le secteur de la sécurité.

Tout d'abord, nous avons accepté d'élaborer et de mettre en œuvre des méthodes comparables de dépistage des personnes ainsi que des biens et du fret. Nous abordons la biométrie et la documentation sûre. La vision consiste à disposer éventuellement d'une théorie commune liée à la manière employée pour le dépistage afin de s'assurer que les personnes dangereuses et le fret dangereux ne pénètrent pas dans nos voies navigables, nos voies aériennes et nos territoires.

Deuxièmement, nous voulons encourager l'élaboration d'une approche unifiée à la sécurité pour les voyageurs fiables. Nous disposons maintenant de NEXUS, de SENTRY et d'EXPRES. Ce sont toutes des façons dont les personnes peuvent s'inscrire à un programme qui leur permettra de se déplacer rapidement et sans inconvénient entre nos pays et à l'intérieur de ceux-ci, à l'intérieur et à l'extérieur de l'Amérique du Nord avec une seule série de documents qui représentera une norme commune en vue de s'assurer qu'on peut se fier sur les personnes. Encore une fois, il s'agit d'une initiative qui peut mener non seulement à augmenter la sécurité mais à accroître la commodité et la vie privée pour tous nos citoyens.

Enfin, nous travaillons ensemble à élaborer une approche collective à l'égard de la protection de notre infrastructure. Nous avons énormément de choses en commun. Nous partageons l'électricité, l'énergie hydroélectrique, un système alimentaire et nous devons tous les protéger. Ce que nous tentons de faire en partie est de veiller à ce que nous ayons une théorie commune de protection, une capacité commune de communication entre les frontières, que nous puissions prendre les mesures nécessaires au maintien et à la protection de notre infrastructure importante et également de nous assurer que si, Dieu nous en protège, nous devons intervenir lors d'une urgence quelconque, nous serions en mesure de travailler de concert d'une manière compatible et pratique.

Le Partenariat pour la sécurité et la prospérité tient compte de la force de nos relations commerciales et économiques en Amérique du Nord. Le secteur privé représente une partie essentielle de cela. Nous travaillons donc avec les intervenants du secteur privé d'une manière primordiale à mesure que nous rassemblons les initiatives réalisées aujourd'hui et celles que nous comptons entreprendre à l'avenir.

Notre état final, c'est-à-dire, notre état final souhaité est le suivant : nous souhaitons avoir une meilleure série d'initiatives de sécurité, nous voulons avoir une série d'initiatives de sécurité plus sûres et nous voulons que ces dernières soient plus opportunes.

Alors, sur ce, j'envisage avec intérêt de continuer de travailler avec mes collègues ici et je veux souhaiter la bienvenue à notre nouveau collègue, le secrétaire Carlos Abascal du Mexique.

--- Applaudissements

SON EXCELLENCE CARLOS ABASCAL (interprété de l'espagnol) : Merci beaucoup madame la vice-première ministre Anne McLellan pour votre bon accueil chaleureux. Merci beaucoup Michael Chertoff également en tant que la personne responsable de la Sécurité intérieure des États-Unis. Distingués ministres, mesdames et messieurs.

C'est tout un honneur pour moi d'être ici avec les autres chefs du Mexique, des États-Unis et du Canada. Nos trois chefs, le président Vincent Fox, le président George W. Bush et le premier ministre Paul Martin ont signé le Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité. Le tout s'est élaboré plus rapidement que ce qu'on avait établi lors de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA).

D'autres personnes ont déjà pris la parole avant moi et elles se sont très bien exprimées mais j'aimerais faire référence à certaines choses.

L'histoire récente nous rappelle que la sécurité dans chacun de nos trois pays et dans l'ensemble de la région constitue une nécessité impérieuse pour ce qui est d'assurer la prospérité de nos citoyens et de nos familles d'une manière efficace.

Dans cette optique, on doit comprendre que le programme international a de profondes conséquences sur les programmes nationaux. Nous faisons face à un changement relatif aux alliances mondiales et à une redéfinition des programmes précis des États des nations, du Canada, du Mexique et des États-Unis et ils n'ont pas été absents de ces établissements de transfert.

Étant donné ce nouveau paradigme, nous sommes appelés à partager des politiques et des responsabilités en matière de sécurité afin d'aborder conjointement les menaces qui découlent du terrorisme et du crime organisé transnational.

Il faut reconnaître qu'il ne s'agit pas du premier Accord que nous avons signé qui porte sur la sécurité. À titre d'exemple, nous avons des frontières intelligentes entre le Canada et les États-Unis et une alliance de frontière entre le Mexique et notre voisin du nord.

En ce qui a trait à cet Accord, l'officialisation de la relation de travail entre les départements des deux pays a été atteinte de manière à ce que nous ayons confiance que l'esprit de continuité relativement à la coopération bilatérale sera soutenu et sera également élargi par l'entremise de notre relation trilatérale.

Sans aucun doute, le PSP nous permet d'atteindre une sécurité, de la prospérité et une élaboration accrues pour les citoyens de nos trois pays et ce, au sein d'un cadre intégré. Je reconnais dans ce document deux vertus qu'il importe de mentionner.

En raison de sa discussion des questions de sécurité en particulier, la première comporte une considération des différences et des asymétries entre les trois pays. Nous avons la chance de pouvoir nous déplacer facilement entre le travail aux niveaux bilatéraux et trilatéraux.

Deuxièmement, il me semble clair qu'il existe un effort très sérieux et mature qui vise à atteindre des compromis accessibles qui sont réalistes et concrets. Dans le cadre du programme de sécurité, nous avons sans aucun doute retrouvé des mécanismes qui nous permettent de donner des solutions concrètes à court, à moyen et à long termes à nos obstacles.

Avec la signature du Partenariat nord-américain pour la sécurité et la prospérité, bon nombre de nos préoccupations communes connaissent des hauts et des bas. Le Canada, les États-Unis et le Mexique partagent aujourd'hui beaucoup plus de solutions communes sur le plan économique, social et surtout en ce qui concerne notre sécurité régionale qui existe seulement depuis quatre ans.

Aujourd'hui, la relation entre nos trois pays n'a jamais été aussi étroite, aussi nécessaire et aussi importante à notre solidarité. Il n'a jamais été aussi important de suivre la voie de l'officialisation de notre relation en vertu des principes de la responsabilité partagée et du profond respect pour la souveraineté et le cadre juridique de chaque pays. Il nous est possible de trouver des solutions durables et viables pour notre avenir que nous recherchons.

À l'heure actuelle, il est surtout souhaitable de perfectionner, à l'aide d'une compréhension commune, notre vision et notre proposition commune quant à la construction de solutions munies de respect, de clarté et d'une compréhension de nos différences dans l'espace que nous partageons, soit l'Amérique du Nord.

Merci beaucoup.

--- Applaudissements

SECRÉTAIRE CARLOS GUTIERREZ : Merci et bon après-midi.

Je tiens à remercier de nouveau la vice-première ministre pour le leadership dont elle a fait preuve afin de nous rassembler aujourd'hui et tous mes collègues, d'une part le Department of Homeland Security des États-Unis et le ministre de l'Intérieur et bien sûr, mes collègues du département du Commerce et de l'Industrie.

Une quantité énorme de travail a été effectué depuis que nos trois chefs ont amorcé ce processus à Waco, au Texas le 23 mars et je peux constater que cela démontre l'engagement et la détermination à l'égard du désir de continuer à bâtir le secteur le plus prospère et sécuritaire au monde. Je tiens également à souligner le travail du personnel. Beaucoup de travail a été effectué et nous n'en sommes qu'au début.

Les Américains, les Canadiens et les Mexicains jouissent aujourd'hui d'une relation commerciale d'une valeur de plus de 700 milliards de dollars. Ce nombre a augmenté. À partir de la période de 1993 à 2003, ce nombre a augmenté de 88 p. 100. Nous avons donc de nombreux emplois qui sont liés à cette relation commerciale très importante, ainsi que beaucoup de prospérité. Nous voulons consolider ces acquis et continuer de faire avancer le tout et d'en assurer la croissance dans l'intérêt des citoyens des trois pays.

Tout d'abord, l'environnement de sécurité et les progrès économiques dépendent l'un de l'autre. Aucune économie de marché ne peut prospérer sans tenir compte de la sûreté et de la sécurité de son peuple. Les menaces auxquelles nous sommes exposés nécessitent une coopération intégrée qui s'étend au-delà des frontières.

Deuxièmement, nous ne serons pas compétitifs au sein de l'économie mondiale si notre région ne l'est pas. Cela signifie une intégration régionale et une coopération régionale. Aucun pays ne peut atteindre son plein potentiel en voguant par lui-même dans ce qui est manifestement et de plus en plus un système économique mondial. Le fait de renforcer nos voisins signifie nous renforcer nous-mêmes. La réussite dans l'économie mondiale du XXI^e siècle exige une force régionale. Il s'agit du cadre dont nous discutons ici aujourd'hui.

Alors considérez ce programme en tant qu'un plan détaillé qui vise à assurer le leadership nord-américain dans l'économie mondiale. Nous avons un plan selon lequel l'Amérique du Nord serait la meilleure place au monde dans laquelle faire des affaires et, plus important encore, la meilleure place au monde dans laquelle créer des emplois.

Nous réalisons déjà des progrès sur plusieurs plans. Nous signons actuellement un cadre de principes communs en matière de commerce électronique. Nous avons accepté de rationaliser la réglementation. Nous devons effectuer la mise à l'essai des produits une seule fois et les vendre sur les trois marchés. Nous avons accepté de simplifier le flux des échanges commerciaux. Nous collaborerons afin de rendre les secteurs du transport aérien, de l'énergie, de l'acier, de l'industrie des produits de l'automobile et les autres secteurs économiques plus compétitifs.

Enfin, le fait d'établir des protections pour les droits de propriété intellectuelle constitue l'une des étapes les plus importantes que nous puissions prendre. Nous élaborerons une stratégie conjointe qui vise à éliminer le piratage et la contrefaçon. Nous conserverons la créativité, défendrons la santé et la sécurité du public et protégerons notre développement économique. C'est une étape qui est également très importante et ce que nous appelons rendre l'Amérique du Nord une zone du monde libre de choses artificielles. Nous pouvons vraiment devenir un exemple à suivre en matière des droits de propriété intellectuelle.

Nous comprenons que ce partenariat n'est que le début. Notre but ultime consiste à accélérer le déplacement sécuritaire de nos citoyens, nos biens et nos services d'un bord à l'autre de nos frontières et d'éliminer les obstacles au commerce, aux investissements, à la recherche et à l'éducation.

L'Amérique du Nord sera prête à être le chef de file vers le XXI^e siècle et nous sommes d'avis que nous sommes sur la bonne voie en train de sans doute rendre cette dernière la meilleure place au monde à vivre, la meilleure place au monde dans laquelle faire des affaires et l'endroit le plus sécuritaire au monde.

Je tiens à remercier encore mes collègues pour le leadership dont ils ont fait preuve lors de ce projet.

Merci.

--- Applaudissements

SECRÉTAIRE CARLOS CANALES (interprété de l'espagnol) : Muchas gracias. J'aimerais remercier les autorités canadiennes et la population du Canada pour avoir été l'hôtesse de cette

réunion extrêmement importante entre les trois pays membres de l'Amérique du Nord, c'est-à-dire les États-Unis, le Canada et le Mexique.

Je tiens également à remercier les délégations composées d'hommes et de femmes du secteur d'activité de nos trois pays.

Il y a plusieurs années, nos pays voulaient s'associer à un Accord de libre-échange. Au moyen du commerce et des investissements, nous avons obtenu des résultats très positifs au cours des 12 dernières années, non sans problèmes mais nous avons obtenu des résultats positifs pour les Mexicains les Nord-Américains les Américains et les Canadiens. La croissance a été plus proportionnelle puisqu'ils ont libéré le commerce et le mouvement des investissements.

Au mois de mars de cette année, les trois chefs se sont rencontrés et ont décidé de donner de l'élan à notre Accord de libre-échange. Aujourd'hui, nous soumettons ce rapport avec deux composantes principales telles qu'elles ont été expliquées dont la sécurité, qui est un élément comportant une condition indispensable afin de promouvoir le développement et la prospérité, selon le sens général du terme, en vue de pouvoir avoir une meilleure qualité de vie.

Nous avons travaillé avec beaucoup d'énergie et nous ferons ainsi au cours des années à venir. Il s'agit d'une tâche continue. C'est un instrument de communication et de coordination entre les gouvernements, les secteurs protecteurs et les quartiers commerciaux de nos trois pays.

On n'atteint rien en Amérique du Nord sans travailler pour l'avoir. Rien n'est gratuit. Cela fait partie de la culture de l'Amérique du Nord et de la conviction sincère de son peuple à l'égard du travail acharné.

Dans le domaine de l'économie et de la prospérité, il existe trois objectifs de base établis dont le fait de faire en sorte que l'Amérique du Nord devienne la meilleure place où faire des affaires. Il ne s'agit pas de la seule région au monde. Il existe de nombreuses autres régions. Ces dernières démontrent ce que l'on peut faire lorsqu'on manifeste la volonté de le faire. Nous cherchons à être les meilleurs à l'aide de programmes concrets et ponctuels. Entre autres, il y a la facilitation, l'harmonisation des normes et des lois qui visent à augmenter nos activités économiques.

Deuxièmement, il y a une coordination sectorielle qui vise à améliorer la compétition et la compétitivité. Au cours des années, il y a eu une intégration relativement aux pays de l'industrie automobile et de l'industrie sidérurgique par exemple. Beaucoup d'autres secteurs industriels peuvent également s'intégrer en se prévalant des produits primaires, des ressources technologiques et humaines qui sont présentes dans l'un ou les trois pays de l'Amérique du Nord et être en mesure de produire pour le bien-être et l'approvisionnement généraux de l'Amérique du Nord et du monde, donner lieu à la facilitation du commerce et à l'intégration des secteurs industriels.

En plus d'un grand contenu humain, ce stimulant économique nous donnera la meilleure qualité de vie en Amérique du Nord et au monde à part la sécurité et le développement économique, la santé, l'éducation et la culture. Cela représente notre défi. La capacité se trouve dans le travail des Mexicains, des Américains et des Canadiens au moyen d'objectifs très précis et ponctuels.

Le document que nous soumettons à nos chefs et à l'opinion du public comporte une explication détaillée des diverses ententes et activités avec des délais alors, nous avons une tâche énorme pour réaliser cela dans ces délais. Nous avons l'habitude de faire ainsi dans nos trois pays et il s'agit du principal outil utilisé en vue d'atteindre le développement, soit le développement humain en entier tel que nous le voyons.

Merci beaucoup mesdames et messieurs. Je demanderais à mon collègue le ministre David Emmerson de parler de ses idées et de ses constatations au sujet de cette réunion.

--- Applaudissements

L'honorable David Emmerson, ministre de l'Industrie : Merci beaucoup Monsieur le secrétaire Carlos Canales. Bonjour tout le monde.

Les plans de travail pour la sécurité et la prospérité que nous rendons publics aujourd'hui marquent une autre étape très importante dans notre relation trilatérale mais, comme l'a mentionné le secrétaire Fernando Gutierrez, nous devons cependant nous rappeler que nous nous appuyons sur les fondations solides jetées par l'ALENA.

À eux trois, nos pays forment le plus important bloc commercial du monde et représentent plus du tiers du produit intérieur brut (PIB) mondial. Depuis dix ans, le commerce a pratiquement doublé entre nous. Les échanges commerciaux entre le Canada et les États-Unis ont continué d'augmenter, et aujourd'hui, 80 p. 100 des exportations canadiennes sont destinées à ce pays. Parallèlement, les échanges du Canada avec le Mexique ont augmenté de plus de 10 p. 100 par an.

Malgré quelques difficultés, l'ALENA fonctionne et l'Amérique du Nord n'en est que plus forte. Cependant, le reste du monde n'est pas resté les bras croisés, loin de là. La Chine, en pleine expansion, est en train de changer le paysage de la concurrence et de provoquer une reconfiguration des chaînes d'approvisionnement mondiales. Et l'Inde n'est pas loin derrière. Malgré les reculs récents, l'Union européenne continuera de grandir et de se renforcer en tant qu'union économique. Les pays qui résistent à l'adaptation mettent leur avenir économique en péril.

Dans ce monde nouveau, notre partenariat nord-américain est essentiel. Les investisseurs n'investissent pas au Mexique, aux États-Unis ou au Canada, ils investissent en Amérique du Nord. Mais ils n'investiront dans ce continent que s'il leur offre un environnement concurrentiel qui leur permet de rivaliser sur le marché mondial.

Nous ne devons plus considérer uniquement notre partenariat par rapport à nos importations et à nos exportations trilatérales. Nous devons penser en fonction d'un espace économique nord américain, un espace commun où nos industries sont étroitement liées par des chaînes d'approvisionnement juste-à-temps très évoluées, un espace qui accueille des grappes et des réseaux novateurs qui constituent eux-mêmes des sources d'emplois, de richesses et de possibilités pour les citoyens des trois pays.

Ici, au Canada, nous rappelons souvent que le fait 80 p. 100 de nos exportations sont à destination des États-Unis. Cependant, il faut préciser, et c'est peut-être plus révélateur, que 40 p. 100 de nos exportations vers les États-Unis sont interne, autrement dit, qu'il s'agit d'exportations entre filiales d'une même société. De plus, un fort pourcentage s'effectue entre des entreprises largement intégrées dans des chaînes d'approvisionnement transfrontières.

Nous savons également que, de plus en plus, la croissance est stimulée par des grappes économiques qui dépendent de frontières géographiques perméables somme toute assez minces. Le secteur de l'automobile et des pièces automobiles de Windsor-Detroit en est une parfaite illustration. Que nous parlions de technologies spatiales, de produits chimiques ou de notre industrie de l'hydrogène en pleine croissance, il faut que les frontières favorisent la prospérité des entreprises tout en faisant obstacle aux menaces qui pèseraient sur notre santé et notre sécurité collectives.

L'ALENA constitue une première étape importante, mais nous devons maintenant aller plus loin. Nous devons éliminer les goulots d'étranglement dans les transports et éliminer les petits obstacles, notamment réglementaires, qui nuisent au développement de grappes novatrices et qui ajoutent des frais inutiles au commerce en Amérique du Nord.

Grâce au Partenariat pour la sécurité et la prospérité annoncé par nos dirigeants en mars dernier, nous entendons maintenant accélérer ce processus. Tel est l'objectif des plans de travail publiés aujourd'hui.

Nous éliminerons les exigences en matière de règles d'origine sur 30 milliards de dollars de marchandises de plus. Nous renforcerons la coopération en ce qui concerne la réglementation, coopération qui existe déjà dans certains cas. Et nous le ferons en concluant d'ici 2007 un Accord de coopération dans ce domaine.

Nous entendons éliminer les doubles mises à l'essai et la tyrannie des petites différences, tout en restant foncièrement attachés à des normes élevées en ce qui concerne la santé et la sécurité de nos citoyens.

Nous voulons assurer ensemble leur santé, leur sécurité et leur bien-être, rien de moins. Nous collaborerons afin de protéger la propriété intellectuelle, car nous savons qu'elle est la pierre angulaire de l'innovation. Nous favoriserons une coopération sectorielle au sein de nos industries clés, comme celles de l'automobile et de l'acier, car nous savons qu'il est nécessaire de relever ensemble les défis de la concurrence mondiale actuelle.

Nous prêterons une attention particulière à ce que j'appelle des «secteurs habilitants», comme ceux de l'information et des communications, des transports et de l'énergie, en raison de leur incidence sur le plan de la concurrence dans toutes les industries de nos pays.

Nous annonçons notamment aujourd'hui un «Accord-cadre sur le commerce électronique» qui encouragera ce type de commerce tout en protégeant les renseignements personnels et les consommateurs.

Enfin, nous comprenons la prospérité au sens le plus large. Non seulement les améliorations apportées dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la santé publique et l'environnement ajoutent à notre qualité de vie, mais elles ont en plus des répercussions économiques importantes. En réfléchissant à ces questions de manière novatrice, nous créons des possibilités économiques et environnementales bénéfiques à tous.

Nous avons beaucoup accompli au cours des 90 derniers jours. À présent, les plans doivent se concrétiser et donner des résultats. Les résultats viendront de la mise en œuvre des initiatives annoncées aujourd'hui. Nous continuons d'avoir besoin que nos intervenants, dont bon nombre sont présents dans cette salle aujourd'hui, nous soumettent de nouvelles idées et des conseils afin que ces initiatives soient couronnées de succès. En outre, nous devons rendre des comptes pour ce qui est de nos progrès vers ces objectifs importants.

Enfin, je souhaite vous remercier tous, car vous, intervenants du secteur privé, associations d'entreprises, organisations non gouvernementales (ONG), groupes de défense des consommateurs êtes notre force motrice... une épine au pied parfois, mais surtout le vent qui a nous porté. Nous avons voulu répondre à vos attentes.

À mesure que nous progressons, de nouvelles questions, de nouvelles priorités viendront s'ajouter à notre programme. Le renforcement de la compétitivité de l'Amérique du Nord ne se fera pas en une seule fois. Il s'agit d'un défi constant, perpétuel, dans un jeu dont les règles évoluent constamment. Nous devons, en tant que partenaires, travailler de concert pour que l'Amérique du Nord s'adapte, évolue et prospère. Nos citoyens n'en attendent pas moins.

Je vous remercie de votre attention.

--- Applaudissements

QUESTIONS ET RÉPONSES DES MÉDIAS

Q. Une question de Reuters News Agency pour Anne McLellan. Dans le document, on parle de la négociation des terroristes, du dépistage des accords relatifs aux renseignements, on parle d'élaborer des points de repères et du traitement des visas. Que se passe-t-il lors d'un désaccord? Que se passe-t-il si le Canada est d'avis que les visiteurs du pays «X» devraient être traités d'une façon et les Américains ne sont pas d'accord? Qu'arrive-t-il si vous considérez qu'un certain groupe est dangereux et que ce n'est pas le cas des Américains ou inversement? De quelle façon comptez-vous régler les différends de manière à ne pas donner l'impression que le Canada a été écrasé par quelqu'un d'autre?

R. Vice-première ministre Anne McLellan : Bon, tout d'abord, nous réglons la plupart de nos différends à l'aide d'une discussion et d'un dialogue continu. Permettez-moi de dire que nous avons eu la chance d'avoir une relation exceptionnelle avec les États-Unis, à la fois avec le secrétaire Tom Ridge et maintenant avec le secrétaire Michael Chertoff et avec d'autres membres de l'administration américaine et si j'ose dire avec le président et le premier ministre. Donc, la plupart des ces problèmes sont abordés au moyen d'objectifs partagés et de dialogues et de discussions.

Par exemple, comme vous le savez, nous avons certains pays dont les citoyens ne sont pas tenus d'avoir des visas pour lesquels les États-Unis exigent des visas. Nous cherchons à veiller à ce qu'il y ait une politique en place selon laquelle nous travaillons ensemble, nous nous parlons et nous comprenons les défis de l'un l'autre. Par exemple, en ce qui concerne les exigences en matière des visas, quelles sont les préoccupations relatives au pays «X» et est-ce que nos deux pays et, oserais-je dire, nos trois pays partagent ces préoccupations et de quelle manière comptons-nous aller de l'avant ensemble?

Nous avons fait beaucoup de travail, surtout en ce qui concerne le secteur des visas. Depuis le 11 septembre, nos deux pays ont travaillé très fort à ce secteur et ont partagé beaucoup de renseignements utiles et nous nous rapprochons considérablement en fonction de l'ensemble de la politique en ce qui a trait à la dispense de visa.

Je ne prévois aucun problème majeur. Jusqu'ici, nous avons eu beaucoup de succès pour ce qui est de reconnaître les besoins de chacun, nos ressemblances et dans certains cas, nos différences. C'est ainsi que nous poursuivons notre travail.

Q. Monsieur le Secrétaire Michael Chertoff, je voulais vous poser une question au sujet de la tentative d'avoir un déplacement de personnes de part et d'autre de l'Amérique du Nord, surtout entre le Canada et les États-Unis. Nous avons le système NEXUS mais le Congrès des États-Unis a beaucoup parlé de la possibilité d'avoir une carte biométrique à l'aide de laquelle il serait plus facile et sécuritaire pour les Nord-Américains de voyager d'un bord à l'autre. Où en sommes-nous rendus quant à l'élaboration d'une carte biométrique pour notre périmètre nord-américain?

R. Secrétaire Michael Chertoff : Et bien, je suis absolument d'accord que la voie à suivre en fin de compte non seulement pour l'Amérique du Nord mais pour le monde est la biométrie. La biométrie nous donne la capacité d'aller au-delà des noms, ce qui est la façon la plus simple et primitive de préciser les identités et de passer à une manière qui est beaucoup plus sécuritaire et précise et qui élimine beaucoup de faux positifs à l'heure actuelle.

En vue d'aller de l'avant, nous voulons concevoir une série de puces et de documents interopérables compatibles qui nous permettraient essentiellement d'assimiler tous ces programmes divers à une seule approche sur la confiance de voyager.

Au bout du compte, je pense qu'à mesure que nous contempions le monde entier – par exemple, nous abordons les Européens quant au problème de dispense de visa – nous cherchons à avoir

des passeports qui comportent également une norme biométrique commune qui est interopérable et interchangeable.

En somme, la biométrie améliore non seulement la sécurité mais aussi la vie privée puisque cela offre une garantie aux personnes qu'ils peuvent contrôler leur identité à l'aide d'un moyen qui ne peut être modifié ou forgé ou contrefait. C'est un moyen sur lequel le gouvernement peut se fier mais aussi un moyen qui donne l'assurance aux simples citoyens dont ils ont besoin selon laquelle leur identité est unique et sera protégée contre un mauvais usage et le vol au sujet duquel nous avons malheureusement lu de plus en plus au cours des derniers mois.

Q. (Traduit de l'espagnol). Cette question s'adresse aux représentants des États-Unis et du Canada. Si cette région est tellement homogène, j'aimerais savoir la raison pour laquelle elle n'a pas été incluse et si cette fois, elle sera comprise dans les fonds compensatoires afin de réduire l'écart économique entre le Mexique et les États-Unis et le Canada?

R. Secrétaire Fernando Gutierrez : Nous en avons beaucoup parlé, je crois que vous parlez de l'échange pour nos cas précis. Il existe des cas dans les tribunaux des États-Unis pour lesquels je crois qu'on a exposé la position du pays d'une façon assez claire selon le point de vue que nous croyons que toute entente ou règlement conclu pour tout cas qui existe encore aujourd'hui devrait être potentiel.

Il s'agit d'une position que nous avons adoptée et quelque chose que nous considérons très important pour tout règlement.

Ministre David Emerson : Permettez-moi de dire tout simplement que je suis d'avis que la diffusion de la prospérité économique partout en Amérique du Nord constitue probablement la meilleure solution pour la pauvreté, peu importe où elle sévit. Nous comprenons que le Canada est un pays qui ressent les effets de la compétition mondiale. Il y a des ajustements à faire. Des transformations sont nécessaires. En tant que gouvernements, nous avons tous une obligation d'appuyer nos industries afin de nous assurer qu'elles sont en mesure de se transformer, que les travailleurs peuvent obtenir la formation et le soutien dont ils ont besoin afin de réussir dans ce marché.

Bon nombre des questions qui existent qui sont source d'irritation, comme l'a mentionné le secrétaire Fernando Gutierrez, sont bloquées dans des actions en justice. Nous nous sommes fait un devoir dans le cadre de cet exercice de ne pas nous permettre d'être attirés par ce type de problème mais d'être plutôt plus tournés vers l'avenir quant à la prévention de certains des conflits et des difficultés que nous avons connus par le passé.

Voilà le but de tous ces efforts. Il s'agit d'ouvrir la voie pour un chemin facile à long terme vers la prospérité pour les trois pays.

Q. (Interprété de l'espagnol) : Bonjour. Je vais parler au nom du secrétaire Michael Chertoff. Au Mexique, nous avons constaté une augmentation de la violence en raison du trafic de stupéfiants aux États-Unis. J'aimerais savoir si cela pose aussi un problème de sécurité nationale pour les États-Unis? Quelle genre d'incidence cette violence liée au trafic de stupéfiants a-t-elle sur la frontière entre le Mexique et les États-Unis dans cette région? Comptez-vous prendre des mesures précises afin d'aider le Mexique à mettre fin à cette violence? Aussi, Monsieur le ministre Carlos Abascal, quels engagements compte prendre le Mexique à l'égard des États-Unis afin de tenter de contrôler cette violence causée par le trafic de stupéfiants en Amérique du Nord?

R. Secrétaire Michael Chertoff : Bon, le trafic de stupéfiants et le trafic de personnes sont des aspects du crime organisé et ces derniers posent des défis non seulement pour les États-Unis mais aussi pour le peuple mexicain puisqu'ils engendrent la violence. Ils apportent la destruction et la mort. Alors je pense que nous avons un intérêt commun en ce qui concerne le fait d'aborder

le problème du crime organisé tel qu'il se manifeste au sein des organisations de trafic de stupéfiants et de personnes.

Je suis ravi de dire que nous avons en fait eu une très bonne relation de travail avec le gouvernement mexicain grâce à laquelle nous avons partagé des renseignements et des ressources et avons ciblé les organisations en question. Dans le cadre de la présente initiative continue, nous avons discuté de la possibilité d'augmenter davantage la façon dont nous sommes capables de travailler en vue de cibler les organisations. Cela signifie partager des renseignements, des ressources techniques, fonctionner d'une façon coordonnée alors, lorsqu'il y a une opération d'application sur le côté mexicain de la frontière, nous prenons les mesures appropriées de notre bord afin de nous assurer que personne ne s'échappe par le nord.

Nous avons eu de très bonnes expériences au cours des derniers mois pendant lesquels nous avons travaillé précisément sur ces efforts conjoints. Nous avons hâte de poursuivre cela à l'avenir. Nous avons également été en mesure de travailler avec nos homologues canadiens sur des opérations d'application à la frontière commune et certaines des techniques que nous avons utilisées afin d'aborder les problèmes qui existent au-delà de la frontière canadienne sont les mêmes que nous utiliserons afin d'aborder les problèmes criminels entre les frontières mexicaines et américaines.

R. Secrétaire Carlos Abascal (Interprété de l'espagnol) : Cela fait plusieurs années que nous travaillons avec les États-Unis dans un effort conjoint dans le but de renforcer la sécurité à nos frontières. L'entreprise du Mexique consiste à entretenir l'effort continu visant à éliminer le crime organisé, surtout dans ce qu'on appelle communément le trafic des stupéfiants, le passage de clandestins. Par définition, ce sont des crimes internationaux.

La relation que nous entretenons avec les gouvernements des États-Unis d'Amérique et du Canada est excellente. Il y a une collaboration continue grâce à laquelle nous échangeons des renseignements afin de coordonner des activités et des mesures et de mettre en œuvre des stratégies partagées qui nous permettent de réussir à lutter contre ces types de crimes.

Il est important de souligner que ce type de violence qui découle du trafic de stupéfiants provient de l'engagement précis du président Vincente Fox selon lequel ne pas traiter du crime organisé mais plutôt d'y faire face et d'éliminer ce fléau, ce cancer pour nos sociétés et tout ce que cela, le trafic de stupéfiants suppose pour eux. Aux États-Unis, nous avons constaté une grande volonté à déployer cet effort pour les citoyens de nos deux nations. Merci.

--- Applaudissements

MODÉRATEUR : Muchos gracias. Merci beaucoup. Cela met fin à la séance de questions et réponses mesdames et messieurs.